

LES GROUPES DU CONSEIL MUNICIPAL S'EXPRIMENT...

OCTOBRE 2021

LES CONTRIBUTIONS PUBLIÉES DANS CES PAGES N'ENGAGENT PAS LA RÉDACTION DU SITE DE LA VILLE



FRONT DE GAUCHE GENNEVILLOIS

AGENTS MUNICIPAUX. NON AU MAUVAIS COUP DU GOUVERNEMENT.

Le gouvernement impose aux collectivités locales de supprimer des jours de congés payés et de réorganiser le temps de travail des agents communaux dans le cadre du passage aux 1607 heures au 1^{er} janvier 2022. Il s'agit d'une nouvelle étape pour rétablir un contrôle technocratique des collectivités par l'État et s'attaquer à leurs acquis sociaux. Nous avons décidé de l'attaquer en justice. Mais pour ne pas nous retrouver sous injonction préfectorale, nous avons décidé de négocier avec les agents et les syndicats, pour trouver un

accord le moins négatif possible. Trois principes ont guidé ce dialogue : permettre le moins de perte de congés possible, garder l'efficacité du service public et concilier vie de travail et vie de famille. Les négociations se sont déroulées au printemps et lors du conseil municipal de septembre, nous devons voter la nouvelle organisation du temps de travail et les nouveaux cadres horaires. L'administration doit maintenant organiser le temps de travail des agents, service par service, pour une mise en place au 1^{er} janvier 2022. La Municipalité sera toujours au côté des agents pour leurs conditions de travail et leur bien-être. Nous sommes solidaires des luttes des agents pour réviser cette loi. La pandémie a mis en lumière le rôle indispensable des services publics de proximité et de leurs agents : partout où l'État a été défaillant, les communes ont répondu présentes !



GRUPE SOCIALISTE, RÉPUBLICAIN, CITOYEN

PARENT D'ÉLÈVE : UN RÔLE INCONTOURNABLE POUR LA RÉUSSITE DE L'ENFANT

À Gennevilliers, nous croyons que c'est avec la création d'une relation permanente entre la famille et l'école, d'une véritable communauté éducative que se construit, autour de l'enfant, la réussite scolaire. Cette communauté se met en place autour des représentants des parents d'élèves, porte-paroles de tous les parents d'élèves et participant aux réunions qui rythment l'année scolaire (conseil de classe, conseil d'école, conseil d'administration, commission d'appel, conseil de discipline, etc.).

Les élections des représentants des parents d'élèves se dérouleront le 8 octobre dans les écoles, les 8 et 9 octobre dans les collèges et au lycée. Vous pouvez vous rapprocher des organisations présentes sur la ville et intégrer les listes soumises au vote. Une vie scolaire locale riche est un atout pour l'ensemble des élèves, elle permet aussi à notre ville d'être collectivement plus forte lorsque l'institution de l'Éducation nationale est défaillante. La crise sanitaire que nous traversons a bouleversé le quotidien de nombreux élèves, a favorisé les difficultés et le décrochage scolaire. Les défis sont multiples pour l'avenir des enfants gennevillois. Nous devons les relever ensemble : élus, parents d'élèves, enseignants. groupe.socialiste@ville-genevillier.fr / 01 40 85 63 56



GENNEVILLIERS-ÉCOLOGIE/EUROPE-ÉCOLOGIE-LES VERTS

NATURE EN VILLE ET ÉDUCATION

L'Écologie est d'abord une mutation culturelle. Les conséquences dangereuses du logiciel productiviste nous débordent : considérer les catastrophes en événements exceptionnels, c'est plonger dans l'eau pour se protéger de la pluie. L'émancipation véritable impose de se libérer d'anciens totems pour se confronter à la complexité. Rompre avec l'idolâtrie du consumérisme et du PIB n'est pas abandonner le terrain des inégalités. Inclure le climat et la biodiversité dans la production et l'économie n'est pas s'appauvrir. Mais une humanité prédatrice s'imaginant supérieure perdra assurément la bataille contre l'environnement. Ceci doit fonder les compromis accompagnant la mutation. Or « Penser demain » rend indissociables Éducation et Écologie. Ainsi, dans le projet « Nature en cours », nous assumons la rupture avec la bétonisation

et incluons les enfants dans l'invention d'une « Culture de l'environnement ». La végétalisation des espaces extérieurs des écoles et centres de loisirs est un levier éducatif. Les enfants du béton méritent notre confiance : il faut leur proposer les conditions de l'appropriation et de l'intervention. Engagés aujourd'hui dans l'implantation d'îlots de fraîcheur, la gestion de l'eau, la biodiversité dans l'espace urbain, ils deviendront les adultes de cet autre demain. Notre responsabilité éducative, c'est leur permettre de ne pas se résigner à la « Collapsologie globale » annoncée. Le concret sera démonstratif s'ils grandissent autrement, en plein air, à l'ombre d'arbres ou de voiles, assis dans l'herbe ou jouant aux billes sur un sol clair, s'ils plongent les mains dans un ruisseau où navigue un bateau de copeaux et observent la pluie absorbée par le sol perméable, le nez en l'air et les mains dans la terre, recherchant les insectes, guettant les oiseaux, les variations des saisons et le rythme des plantations, inscrits dans le réel avec l'imagination comme guide. Parce que l'écologie est « politique », la « cité » qu'elle bâtit demande les capacités créatrices qui feront obstacle à la catastrophe structurelle. Il n'y a pas d'autre issue que le développement durable pour garantir celui de l'Humanité, pourvu que l'éducation assure la fonction d'émancipation.



UNION DES GENNEVILLOIS-E-S

PROMOUVOIR LA SANTÉ MENTALE

Le 10 octobre est la journée mondiale de la santé mentale, événement bien peu connu en dépit de l'importance que prend cette problématique depuis de nombreuses années. Tous les professionnels du secteur médico-social constatent que le nombre des personnes atteintes de troubles mentaux augmente et que leurs manifestations sont de plus complexes à prendre en charge. En 2020, la pandémie de Covid-19 a non seulement affecté notre quotidien mais elle a également engendré d'importantes atteintes psychiques aux personnes ayant eu à subir non seulement de l'isolement, de la perte d'être chers mais également de l'anxiété créée par un virus inconnu, fortement contagieux et en constante mutation. Dans ce contexte, l'insuffisance des moyens pour financer les programmes relatifs à la santé mentale aux niveaux mondial et interne, déjà dénoncée depuis des années, s'est accrue. La jeunesse a été particulièrement exposée durant la fermeture des établissements scolaires qui n'a pas seulement eu pour conséquence une hausse du décrochage scolaire. Rappelons que la moitié des maladies mentales se manifestent avant l'âge de 14 ans, mais que la plupart ne sont ni détectée ni traitée.

L'adolescence (entre 10 et 19 ans) est marquée par des changements physiques, émotionnels et sociaux qui les rendent particulièrement vulnérables aux problèmes de santé mentale. Les adolescents sont également de plus en plus exposés à la pauvreté, à la maltraitance ou à la violence. Précisons que la dépression les affecte particulièrement, le suicide constituant la 3^e cause de décès chez les 15-19 ans. De même, les addictions à l'alcool et aux produits stupéfiants pouvant entraîner des comportements à risque les mettant en danger et pouvant les conduire à la délinquance. Ces constats amènent à une évidence : il est indispensable de sensibiliser et de développer les actions de prévention et de soin en faveur de la protection de la santé mentale des jeunes. Agir ainsi, c'est non seulement assurer le bien-être de notre jeunesse et donc des futurs adultes, mais également protéger la société et le développement de l'activité économique. Les professionnels de l'éducation, comme les parents et les autres acteurs sont démunis, et il est indispensable de déployer, outre des actions de sensibilisation, des actions de formation pour faciliter la détection et la gestion des troubles de santé mentale des jeunes. La prise en charge des troubles de la santé mentale suppose une approche à plusieurs niveaux impliquant les établissements de soins de santé, les services sociaux, l'ensemble de la communauté éducative et la mise en œuvre de différentes stratégies pour toucher les adolescents, en particulier les plus vulnérables. Il ne s'agit pas de répondre uniquement par une thérapeutique médicamenteuse, mais par des approches respectueuses de droits humains et en particulier de l'enfant. Le groupe d'Union des Gennevillois-e-s soutient les actions en faveur de la santé mentale et notamment l'édition 2021 de la journée mondiale de la santé mentale qui a pour thématique « santé mentale et respect des droits ».



ENSEMBLE POUR GENNEVILLIERS

POUR PENSER L'AVENIR

Dans un contexte préélectoral de crise sanitaire, sociale, démocratique et écologique, alors que le gouvernement n'en finit pas de rogner sur le « quoi qu'il en coûte », partageons quelques propositions autour desquelles 70 % à 89 % de Français-e-s se déclarent favorables. - À ce que chaque retraité-e touche au minimum une pension égale au SMIC ; - À un plan de relocalisation en France des produits essentiels à la vie quotidienne ; - À la réouverture des lits hospitaliers fermés depuis 2010 ; - À autoriser les personnes à mourir dans la dignité quand elles le souhaitent ; - À l'allongement de la durée de vie des objets que vendent les entreprises ;

- À faire payer plus d'impôts à Google, Amazon, Facebook et Apple qu'ils n'en payent aujourd'hui ; - À un plan national d'isolation des bâtiments pour lutter contre la précarité énergétique ; - À interdire de prélever chaque année plus de matières premières que la terre n'est capable de reconstituer en un an ; - À l'augmentation du SMIC à 1 400 euros net par mois ; - À la création d'un service public de maintien à domicile des seniors ; - À la gratuité des compteurs d'eau et des premiers M³ d'eau nécessaires à la vie ; - Au versement de l'Allocation adulte handicapé à chaque parent indépendant du revenu du conjoint ; - À un plan de création de 300 000 emplois dans l'agriculture. Au-delà de cette liste à la Prévert, qui rassemble 42 propositions, c'est bien un autre projet de société à l'opposé de celui de Macron que les Françaises et les Français plébiscitent à travers leur positionnement. Ces propositions sont désormais soumises au débat, qu'il soit le plus large possible !



LES GENNEVILLOIS

LOGEMENT SOCIAL : ARME DE DOMINATION MASSIVE !

Dans notre ville, le logement social joue un grand rôle, mais ce n'est pas toujours celui qui lui est conféré par la majorité municipale. Lorsque que l'on rentre dans les détails ou que l'on se rend dans les coulisses, la réalité est beaucoup plus crasse. En matière d'attribution, il y a deux grandes catégories de « bénéficiaires » qui illustrent bien le système au service du maintien du pouvoir politique en place. Il y a les privilégiés du système dominant et les proches, qui sont prêts à faire allégeance dès lors où leur demande de logement est

étudiée avec une attention toute particulière. Ainsi, ces nantis du système peuvent accéder aux meilleurs logements, tant dans leur agencement, que dans leur localisation. Et, il y a les « petites gens » qui n'ont pas spécialement leurs entrées auprès des notables locaux et dont la situation sociale est souvent très fragile. Ceux-là se verront attribuer en priorité les logements les plus anciens du patrimoine, souvent mal entretenus avec des travaux incontournables à réaliser d'emblée, dans les quartiers les plus dégradés de notre ville. Et si par mégarde, ces derniers avaient une once d'exigence quant à leurs conditions de vie quotidienne, il leur est en substance régulièrement répondu : « qu'il faut savoir se contenter du moins bien ou du pire quand on n'a rien. » Par conséquent, à la lecture des lignes précédentes une question s'impose : est-ce bien une politique sociale et de gauche qui est à l'œuvre ?...

LES RÉPUBLICAINS

CONTRIBUTION NON PARVENUE